



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT en procédure d'urgence

N°009/ AONO/C-M°DLE/SG/STADU/CIPM/2026 du 1.1 MAR 2026
RELATIF A LA REHABILITATION DE LA ROUTE COMMUNALE MAYO-DARLE –
RIBAO, COMMUNE DE MAYO-DARLE, DEPARTEMENT DU MAYO-BANYO,
REGION DE L'ADAMAOUA

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Maire de la Commune de Mayo-Darlé, Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence RELATIF A LA REHABILITATION DE LA ROUTE COMMUNALE MAYO-DARLE – RIBAO, COMMUNE DE MAYO-DARLE, DEPARTEMENT DU MAYO-BANYO, REGION DE L'ADAMAOUA.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

SERIE 000 : INSTALLATION
SERIE 100 : TERRASSEMENT ET CHAUSSEE
SERIE 200 : BUSE METALLIQUE
SERIE 300 : AMENAGEMENT
SERIE 400 : ASSAINISSEMENT

3. Tranches/Allotissement

Sans objet :

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de: **quatre-vingt-dix millions (90 000 000) FCFA TTC.**

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **quatre mois**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises ou groupement d'entreprise de droit Camerounais spécialisées dans le domaine des travaux publics ou de génie rural.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Budget d'Investissements Publics « BIP » exercice 2026.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est ***hors ligne***.

Toutefois, lorsque les deux possibilités sont ouvertes, un soumissionnaire ne peut utiliser à la fois le mode en ligne et le mode hors ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans l'annexe du DAO du DAO dont le montant s'élève à **deux cent cinquante mille (250 000) francs CFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. La caution doit être constituée du titre émis l'établissement financier agréé et du récépissé délivré par la Caisse des Dépôts et de consignation.

Un chèque certifié ou un chèque-banque est recevable à la place du cautionnement s'il est libellé à l'ordre de la Caisse des Dépôts et de Consignation pour le compte du Maître d'Ouvrage.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO aux heures ouvrables au Secrétariat General de la Mairie de Mayo Darlé, téléphone 679937837 / 690104262 dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm)

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Secrétariat General de la Mairie de Mayo Darlé, téléphone 679937837/690104262 dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de **cent quatre-vingt mille (180 000) francs CFA** payable à la Recette Municipale de Mayo-Darlé. Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

-Pour la soumission hors ligne, l'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels, devra parvenir au Secrétariat Général de la Commune de Mayo-Darlé, au plus tard le 06 AVR. 2026 à 10 heures et devra porter la mention :

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence
N°009/ AONO/C-M°DLE/SG/STADU/CIPM/2026 du 1.1 MAR 2026
RELATIF A LA REHABILITATION DE LA ROUTE COMMUNALE MAYO-DARLE –
RIBAO, COMMUNE DE MAYO-DARLE, DEPARTEMENT DU MAYO-BANYO,
REGION DE L'ADAMAOUA
A « n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission.*
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture *des plis se fait en un temps* et aura lieu le 06 AVR. 2026 à 11 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de la Commune de Mayo-Darlé dans la case communautaire sise à l'Hôtel de ville de Mayo-Darlé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois

(03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

- L'absence du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- d'une note technique inférieure à 70 points sur 100 (X renvoyant au seuil de qualification des offres techniques) ;
- ✦ *De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;*
- ✦ *du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;*
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence du certificat de catégorisation;

NB : En fonction de la spécificité de la prestation, d'autres critères pertinents pourront être ajoutés lors de l'élaboration des DAO.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

1. Montant moyens des marchés réalisés dûment réceptionnés au cours des trois dernières années supérieur ou égal à 90 000 000 FCFA (oui/non)
2. Attestation des capacités financières au moins égal à 90 000 000 FCFA (oui/non) ;
3. Référence de l'entreprise dans les travaux similaires (oui/non) ;
4. Organisation méthodologique et planning : cohérence entre les durées des tâches et rendement (oui/non)
5. Expérience du personnel dans les travaux (conducteur des travaux et chef de chantier) (oui/non)
6. Disponibilité du matériel et équipement essentiel. (oui/non)
7. Preuve d'acceptation des conditions du marché
8. Note de présentation générale des offres (clarté des offres) ;
9. offre technique ou financière incomplète ou non conforme au DAO

NB : Les soumissionnaires catégorisés sont dispensés de la production dans leurs dossiers techniques, des pièces justificatives relatives au chiffre d'affaires, aux références, aux moyens techniques et logistiques propres minima, au personnel permanent et à la localisation du siège

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Nombre maximum de lots :

SANS OBJET

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Secrétariat General de la Mairie de Mayo Darlé, téléphone 679937837 / 690104262

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le MO au numéro 681 25 89 47

MAYO-DARLE, le **1.1 MAR. 2026**
LE MAIRE DE LA COMMUNE DE MAYO-DARLE
(MAITRE D'OUVRAGE)

Copies :

- ARMP ;
- PRESIDENT CIPM/M°DLE
- DDMAP/M°BYO
- AFFICHAGE.
- chrono



MOHAMMED ISSA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PATRIE

REGION DE L'ADAMAOUA
DEPARTEMENT DU MAYO BANYO
COMMUNE DE MAYO DARLE
SECRETARIAT GENERAL
COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DE MARCHE



REPUBLIC OF CAMEROON
PEACE-WORK-FATHERLAND

ADAMAWA REGION
MAYO BANYO DIVISION
MAYO DARLE COUNCIL
GENERAL SECRETARY
INTERNAL COMMISSION OF TENDERS
BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N°009/ AONO/MO/C-M°DLE/CIPM/2026 ON THE.....

For the rehabilitation works of Mayo-Darle – Ribao road, Mayo-Darlé Council
Mayo-Banyo Division, Adamawa Region

1. Subject of the invitation to tender

Within the framework of planning works of green area the Project Owner hereby launches an invitation to open national invitation to tender in emergency procedure **For the rehabilitation works of Mayo-Darle – Ribao road, Mayo-Darlé Council, Mayo-Banyo Division, Adamawa Region.**

2. Nature of works

Works comprise especially:

N°	DESIGNATION
SERIE 000	INSTALLATION
SERIE 100	EARTHWORKS AND ROADWAY
SERIE 200	METAL CIPPER
SERIE 300	LANDSCAPING
SERIE 400	SANITATION

3. Tranches/Allotment

NO SUBJECT

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is **ninety millions (90 000 000) FCFA**

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is **four (04) months**. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this tender invitation shall be open to all public works companies based in Cameroon.

7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed by **Public Investment Budget, financial year 2026.**

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is offline. However, when both options are open, a bidder cannot use both online and offline methods.

9. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of an amount of **three hundred thousand (300 000) FCFA** and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in The General Secretary office at the Mayo-Darlé council.

11. Acquisition of tender file

The documents shall be obtained upon presentation of a receipt testifying to the payment of a non-refundable deposit of XAF 180 000 (one hundred eighty thousand), payable to the Local Treasury of Mayo-Darlé Council.

12. Submission of bids

Each bid shall be drafted in English or French

For submission off line, the offer in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach General Secretary office at the Mayo-Darlé council no later than **16 AVR 2026** at **10** am local time and should carry the indication:

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER IN EMERGENCY PROCEDURE
N°003/ AONO/MO/C-M°DLE/CIPM/2026 ON THE... 1.1 MAR. 2026**

**For the rehabilitation works of Mayo-Darle – Ribao road, Mayo-Darlé Council
Mayo-Banyo Division, Adamawa Region**

"To be opened only during the bid-opening session"

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;

- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Failure to comply with the number of copies specified in the RPAO or offer in copies only;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase on the at am local time by the Divisional Tenders' Board for the Mayo-Darlé Division in the Community Hall of MAYO-DARLE. Only bidders or their duly authorized and well informed representatives shall attend this session

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

[The opening of bids must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender File].

15. Evaluation criteria

[Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and essential criteria. No criterion can be eliminatory and essential at the same time.

The aim of these criteria is to identify and reject incomplete offers and substantially not compliant with the conditions laid down in the Tender File, especially with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical offer with the Tender File technical specifications and with the qualification of tenderers.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

- *Absence of bid bond at the opening of bids;*
- *Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);*
- *False declarations, fraudulent schemes or forged documents;*
- *Failure to comply with X essential criteria (X referring to the qualification threshold of technical bids)*
- *Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;*
- *Failure to comply with bids file format;*
- *Absence of a quantified unit price in the financial offer;*
- *Absence of prospectus accompanied by manufacture's technical sheet produced (where applicable)*
- *Absence of approval or authorisation of manufacturer, if applicable;*
- *Absence of own or hired minimum equipment (to be specified by the Project Owner);*
- *Absence of grading(categorisation) certificate if applicable;*
- *Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);*
- *Absence of integrity charter dated and signed*
- *Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.*

NB: *Depending on the specificity of the service, other relevant criteria may be added when drafting the Tender File*

15.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on:

- ✦ *Presentation of bid;*
- ✦ *Bidder's references;*
- ✦ *After-sales service(availability of spare parts, repair workshop, technical personnel) if applicable;*
- ✦ *Financial capacity; (Access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);*
- ✦ *Personnel qualification and experience; ▪ Logistic means, ▪ Methodology.*

16. Award of contract

The Project Owner shall award the contract to the bidder whose bid meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer was evaluated as the lowest by including as the case may be, the rebates proposed

17. Maximum number of lots:

NO SUBJECT

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for 90 days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information may be obtained during working hours from the General Secretary of Mayo-Darlé Council; contact: 679937837 / 690104262

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption

Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the PO/DPO on 681 25 89 47

Mayo-Darlé, on the **11 MAR. 2026**

The MAYOR of Mayo-Darlé Council,
Contracting Authority



MOHAMMED ISSA

Copies:

- **ARMP ;**
- **PRESIDENT CDPM/MOBYO**
- **DDMAP/MOBYO**
- **AFFICHAGE.**